Construisons une véritable opposition à Sarkozy !

Bulletin de la **Ligue Communiste Révolutionnaire** - Lorraine Nord
Septembre 2007

Fillon, le premier ministre oublié, vient de saisir l'occasion de se remettre au centre du débat en annonçant que la réforme des régimes spéciaux était «prête». Il n'attend que le feu vert de Sarkozy pour entamer les négociations sur une réforme déjà décidée !
Fillon veut régler la question des retraites des salariés de la SNCF, de la RATP ou d'EDF avant de programmer de nouvelles attaques contre les retraites des salariés du privé comme des fonctionnaires.

Défendre les régimes spéciaux

Défendre ces conquêtes sociales n'est pas une lutte catégorielle, égoïste comme le gouvernement a le cynisme de le laisser entendre. S'il réussit à faire passer la remise en cause des régimes spéciaux, il poursuivra ses attaques en portant à 61, 62 ou davantage l'âge du droit à la retraite. C'est ce que le patronat demande.
Les « régimes spéciaux » ne sont pas des privilèges, mais bien des acquis légitimes qui devraient être repris, adaptés, dans le bâtiment, dans le transport, dans l'agriculture, dans la restauration, dans les travaux de nuit et à la chaîne, partout où les conditions de travail l'exigent.

Se battre pour toutes les retraites

Les directions syndicales devraient contester le fond de la politique du patronat et du gouvernement. Il faut arrêter ce syndicalisme à reculons qui accepte par avance le cadre imposé par les patrons.
Défendre les « régimes spéciaux », c'est oeuvrer à la défense de l'ensemble des retraites, c'est refuser l'allongement du temps de cotisation comme le recul de l'âge de départ. C'est réaffirmer l'exigence du retour aux 37,5 annuités pour tous.
Sur cette question devrait se constituer, dès maintenant, un large front unitaire des travailleurs et de leurs organisations pour organiser la mobilisation !

Pour une opposition ouvrière et populaire

Malheureusement, les directions des grandes confédérations syndicales se prêtent à cette tromperie d'un dialogue social où tout est décidé par avance en fonction des exigences du patronat. C'est aussi le cas pour les discussions qui se sont ouvertes sur la réforme du contrat de travail, c'est-à-dire les négociations autour de la suppression du contrat à durée indéterminée (CDI).
C'est vrai aussi pour la défense du pouvoir d'achat. Les prix flambent, mais patrons et gouvernement sont déterminés

à ne rien lâcher sur les salaires. C'est inacceptable.
Au lieu de combattre cette politique, les dirigeants du PS s'en font les complices. Hollande reprend à son compte le «travailler plus», il accepte la remise en cause des acquis des régimes spéciaux, à condition que cela soit fait sans brutalité. C'est toujours la même chanson : la gauche institutionnelle ne hausse pas le ton (ou si peu) quand le gouvernement remet en cause le droit de grève avec son «service minimum» ou quand Sarkozy renie ses engagements et donne le feu vert à la privatisation de GDF. Sarkozy tire sa force de la passivité des directions syndicales et de la complicité du PS. La force des travailleurs c'est leur nombre, c'est pour cela que nous pouvons bloquer ces mesures, qui visent à nous mettre à genoux, à condition de nous battre.

Se regrouper, s'organiser, construire un nouveau parti

C'est pourquoi la LCR appelle à la constitution d'un parti qui regroupe tous ceux qui veulent préparer un mouvement d'ensemble pour faire échec à la politique de Sarkozy.
Sarkozy défend les intérêts des gros actionnaires et des riches. Contre lui il faut une véritable opposition, fidèle aux intérêts des travailleurs et de classes populaires, qui ne craigne pas de contester la dictature des patrons et des financiers, pour défendre le droit démocratique de la population à contrôler la marche de l'économie et de la société.
C'est de ce parti pour les luttes, contre le capitalisme, pour la transformation révolutionnaire de la société dont ont besoin le monde du travail et la jeunesse. Ensemble nous pouvons le construire !

PSA - Peugeot Citroën

Oublier les suicides, baisser la tête et bosser comme des malades ? Certainement pas !

Suicides : scandaleuses déclarations de Streiff, le PDG !

6 suicides au travail chez PSA dont 5 à Mulhouse ! Et Streiff qui ose dire : « ces suicides n'ont rien à voir avec le travail ». « Notre travail, c'est de repérer les gens fragiles, non pas pour les aider, je crois que nous n'en sommes pas capables, mais pour les remettre entre les mains des médecins » ose-t-il ajouter ! Puis, après avoir présenté les résultats financiers de PSA, il a eu l'indécence de terminer sa conférence de presse en déclarant vivre « un moment passionnant » !

Dernière minute

La justice qualifie d'accident de travail le suicide d'un ingénieur de Renault Guyancourt l'hiver dernier.

Mulhouse, témoignage.

Au ferrage, l'atelier d'assemblage des caisses de voitures où 3 salariés se sont donné la mort en mai dernier, une individualisation renforcée des tâches est en cours. On se sent seul, plus de possibilité de petit coup de main ou de blague qui redonne le moral… « Nous avons une fiche sur notre poste de travail. Dès le moindre incident de production sur notre poste, nous devons par écrit en signaler la cause : le document étant prérempli, c'est obligatoirement un collègue qui est responsable de ce qui nous arrive. Soit le cariste qui est arrivé en retard à la recharge, soit le collègue précédent qui met trop de temps pour réaliser sa tâche… Mes infos sont de la délation, forcément ! » Ces méthodes pourrissent les relations : ressentiment, sentiment de culpabilité, stress et pressions se surajoutent à la pénibilité et à l'intensification du travail.

La politique de PSA mise en cause.

«Notre politique : plus vite, moins cher !» dit Streiff. Après une année 2006 moins bonne, les profits repartent : + 60% au 1er semestre ! Et le PDG promet aux actionnaires de tripler la profitabilité de PSA ! Comment ? Poussée vers l'Est, disparition de 8000 emplois à l'Ouest dont 5000 en France en 2007 !

Ne plus accepter l'inacceptable !

Ou c'est l'acceptation douloureuse, la soumission, la division entre collègues, ou c'est l'action solidaire pour la dignité, les salaires, le maintien des effectifs, pour les retraites aussi… Il faut casser la chape de plomb qui pèse sur PSA ! Plus que jamais, oser affirmer haut et fort que **«nos vies valent plus que leurs profits !»**

Combattons le démantèlement du service public d'éducation !

Sarkozy fait de belles déclarations sur la noblesse du métier d'enseignant, ça ne coûte pas cher, et depuis qu'Allègre est passé par là, la droite l'a bien compris, cela peut rapporter électoralement. Darcos ministre habile, s'est employé à désamorcer les quelques dossiers conflictuels que De Robien avait laissés en partant, notamment sur le temps de travail des profs du second degré. A part ça, c'est quand même 11 200 postes qui seront encore supprimés à la prochaine rentrée et le ministre annonce 70 000 suppressions d'emplois sur l'ensemble du quinquennat. Beaucoup de personnels restent encore incrédules : «mais ils ne pourront pas supprimer tous ces postes !». Ce qui est certain, c'est que tous les moyens seront utilisés pour cela : multiplication de postes sur plusieurs établissements, alourdissement des tâches pour tous ceux qui restent, multiplication des heures supplémentaires, alourdissement des effectifs par classe, recours de plus en plus massif à des personnels précaires…et aux heures supplémentaires, cadeau empoisonné que beaucoup vont accepter car leur pouvoir d'achat régresse, mais qui permettent de supprimer des postes et qui divisent les collègues !

Les personnels verront donc leurs conditions de travail se dégrader mais cela ne suffira pas : l'autre gros chantier sera de diminuer les heures d'enseignement aux élèves, cela a déjà été évoqué pour le second degré et cela ne va pas tarder pour le 1er degré : Rien de tel qu'un «bon» (sic) rapport annonçant que l'école maternelle ne fonctionne pas pour ensuite décider que la scolarisation des tout petits ne devra plus se faire à 2 ans mais à 3 ans !

Par ailleurs, l'inspecteur d'académie de la Moselle nous annonce que «le réseau des établissements devra évoluer». En clair de nouvelles écoles fermeront, mais également des collèges, des lycées et des lycées professionnels ! Ils ont réussi à fermer le collège de Nilvange et espèrent bien en fermer d'autres !

Du coté de l'Université, durant les vacances d'été, le gouvernement a fait passer une loi libéralisant davantage l'enseignement supérieur. Progressivement les étudiants reviennent sur les campus, les premières réunions se tiennent et c'est sans doute dans ce secteur que les premières ripostes auront lieu.

C'est à une bataille difficile, mais essentielle, qu'il convient de préparer. L'ampleur de l'offensive contre l'éducation est telle que les parents et les jeunes ne peuvent rester indifférents. L'enjeu, ce n'est pas seulement les conditions de travail des personnels, c'est l'avenir de l'Ecole et donc de la jeunesse. Il appelle un « tous ensemble » de très grande ampleur.

Participez à la journée de mobilisation
contre les franchises médicales, samedi 29 septembre
Une initiative s'organise à Metz. **Contactez-nous !**

Inéos-Sarralbe: - 100 emplois sur les 300 du site ! Inacceptable !
C'est toute l'industrie chimique dont l'avenir se joue dans cette période. La décision annoncée par le patron d' Inéos (groupe BP) confirme l'alerte qu'avaient lancée les militants syndicaux au printemps. En commun, les chimistes de Sarralbe et de St Avold (Total/Arkéma) étaient venus à la rencontre d'Olivier Besancenot le 12 mars à Metz. Pour mettre en échec le plan de liquidation de la pétrochimie en Moselle Est, c'est l'action commune des salariés et de la population qui est nécessaire.

PIC lorraine : «des conditions de vie au travail renouvelées», selon la Poste.
En présentant le nouveau centre de tri postal, la PIC (plate-forme industrielle du courrier) de Pagny-les-Goin, le Républicain Lorrain « oublie » d'évoquer les grèves menées depuis des mois chaque vendredi soir : les salariés réclament toujours que leur soient payées les heures de nuit effectuées. De plus les salariés subissent l'infantilisation et le flicage, notamment par des caméras de surveillance à l'intérieur du centre, et l'interdiction de parler sur les chantiers de travail. Et quand on sait qu'il s'agit d'un site-pilote, modèle pour les prochains centres de tri …

Vous avez le droit de vieillir… mais en bonne santé !
«Maîtriser les dépenses de santé» : ils n'ont que ces mots à la bouche. Les profits faramineux que les industries pharmaceutiques se font sur le dos de la sécu (c'est-à-dire une partie de nos salaires) ? Les exonérations de cotisations dont bénéficient les patrons ? Circulez y'a rien à voir ! On n'en parle pas. Pendant ce temps là, en catimini le service médical du régime minier de l'Est a supprimé la surveillance des poumons des mineurs retraités âgés.

Non au racisme d'Etat !
Pendant l'été, Sarkozy et Hortefeux ont rappelé à l'ordre les préfets pour atteindre le chiffre de 25000 expulsions d'immigrés cette année, les rafles se sont succédé et les sans-logis qui campaient à Aubervilliers ont été expulsés (à la demande de la municipalité PCF !). Aujourd'hui, Thierry Mariani, député UMP, tente d'enrôler les tests génétiques pour s'opposer au regroupement familial. Après la maîtrise préalable du français, à une demande de visa, voici maintenant les tests ADN pour vérifier la légitimité de la filiation biologique. Il faut absolument bloquer ce projet raciste digne de l'époque de la colonisation et nous mobiliser largement pour la régularisation de tous les sans-papiers et l'accès à un logement durable et de qualité pour tous.

Radiothérapie d'Epinal : le scandale !
5 000 personnes traitées pour un cancer ont reçu des doses excessives de rayons à l'hôpital d'Epinal entre 1989 et 2006 : aujourd'hui on sait que 5 personnes sont mortes, et que 24 sont atteintes gravement. Les pouvoirs publics sont responsables à plusieurs niveaux : logiciel en anglais non traduit, chefs de service n'écoutant pas les malades qui se plaignent, direction de l'hôpital et autorités ministérielles cherchant à minimiser l'affaire et surtout gouvernements successifs ne donnant pas les moyens nécessaires au services public de santé. On ne peut qu'être révolté !

Ligue Communiste Révolutionnaire
lcr57@nomade.fr ou 06. 26. 12. 77. 18.
lcr-rouge.org / rouge57.chez-alice.fr